

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 376/Septembre 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

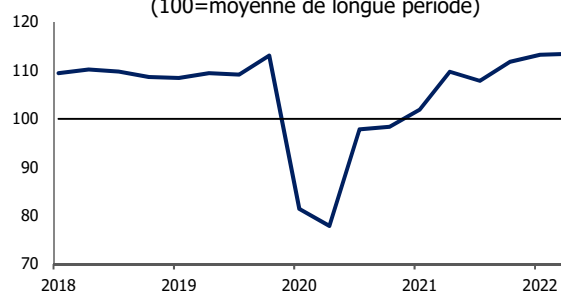
2^e TRIMESTRE 2022

Maintien de la confiance au deuxième trimestre

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) atteint 113,4 au deuxième trimestre 2022, soit 13 points au-dessus de sa moyenne longue période, stable par rapport au trimestre précédent.

La vigueur du courant d'affaires soutient la volonté de création d'emplois des entreprises. Dans un contexte d'inflation mondiale, qui se répercute sur le coût de leurs intrants, ces dernières continuent de formuler des anticipations haussières sur leurs prix de vente.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

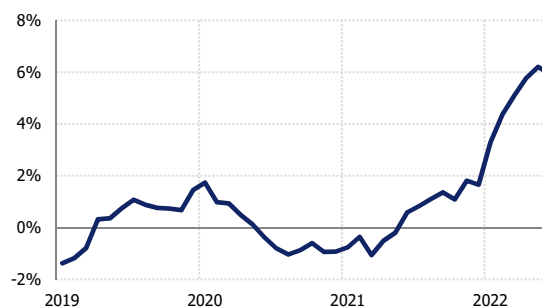
La progression des prix demeure soutenue

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 5,9 % en glissement annuel en juin 2022, après +5,1 % en mars. L'inflation résulte principalement de la hausse des prix des produits alimentaires (+7,2 %), du poste *logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles* (+7,0 %) et des transports (+5,5 %).

Les seules contributions négatives à l'évolution de l'IPC sont les tarifs de communications qui diminuent de 9,5 % sur l'année et ceux du poste *articles d'habillement et articles chaussants* (-5,2 %).

Sur la même période, l'index général du BTP¹ enregistre +12,1 % en rythme annuel (+9,2 % en mars 2022).

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



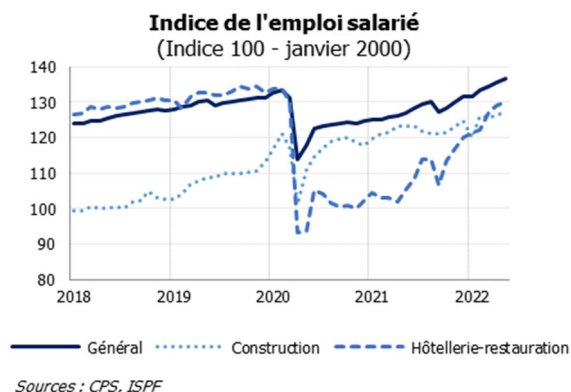
Source : ISPF

¹ Il inclut à la fois les matériaux de construction et les charges du secteur du BTP.

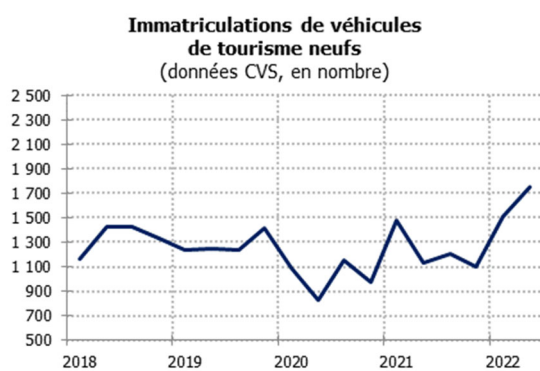
Le marché du travail retrouve son niveau pré-crise

En mai 2022, les effectifs salariés sont en progression annuelle de 1,8 % (66 100 contre 65 000 en mai 2021), retrouvant leur niveau pré-crise. Le nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits au SEFI au premier semestre 2022 est de 12 400, et recule de 1 % par rapport au premier semestre 2021.

L'indice de l'emploi salarié du secteur marchand croît de 7,5 % en glissement annuel au mois de mai. C'est l'hôtellerie-restauration qui enregistre la plus forte progression (+23,7 %), mais elle est encore loin de son niveau d'emploi d'avant Covid-19. Dans la construction et le commerce, l'indice progresse respectivement de +3,5 % et +3,9 %.



La consommation des ménages se porte bien



Les commerçants inclus dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM estiment que leur courant d'affaires a progressé au deuxième trimestre 2022 et qu'il pourrait continuer sur cette trajectoire dans les trois mois à venir.

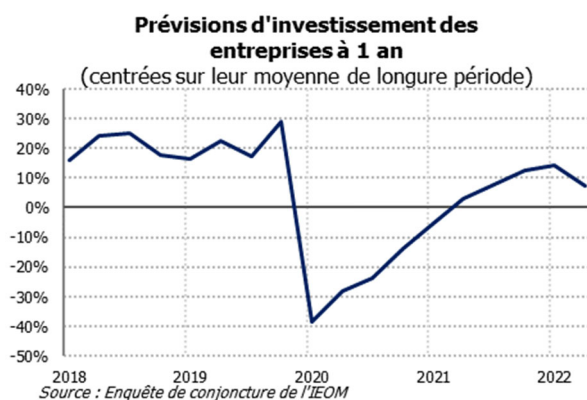
Dans un contexte de hausse des prix à l'importation, on observe une augmentation des importations de biens alimentaires et de biens de consommation (hors alimentaire) qui atteignent respectivement 13,9 milliards de F CFP (+40,6 % en glissement annuel) et 9,1 milliards de F CFP (+10,1 % en glissement annuel). Les immatriculations de voitures particulières neuves se chiffrent à 1 560 au deuxième trimestre 2022, en augmentation de 54 % en glissement annuel.

La production de crédits à la consommation, en progression de 17,4 % en glissement annuel, accompagne le mouvement, s'élevant à 12,3 milliards de F CFP au deuxième trimestre 2022.

Peu de perspectives pour l'investissement

Bien que le deuxième trimestre 2022 ait été globalement positif pour les entreprises interrogées par l'IEOM, ces dernières ne semblent pas assez confiantes pour bâtir des projets d'investissement de long terme. Cela se traduit par une baisse de la production des crédits à l'équipement des entreprises de 27 % en glissement annuel et de 35 % par rapport au deuxième trimestre 2019.

L'investissement des ménages dans le logement, pour sa part, bénéficie encore de taux d'intérêt assez bas ; en juin 2022, le coût moyen des prêts à l'habitat s'établit à 1,82 % (2,14 % en juin 2020, 2,18 % en juin 2019). La production de prêts immobiliers octroyés aux ménages atteint 8,2 milliards de F CFP, globalement stable pour la période (-0,9 % en glissement annuel), mais supérieure à celle d'avant-crise (7,8 milliards de F CFP en juin 2019).



Une trajectoire positive au deuxième trimestre

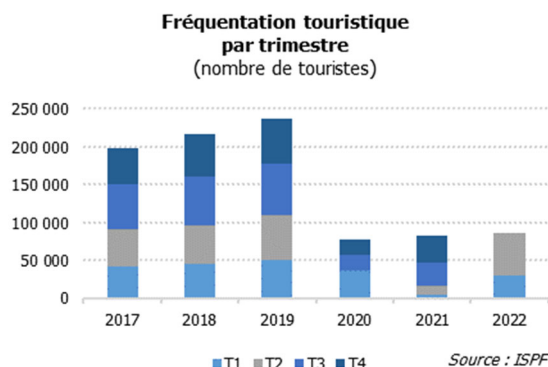
Le tourisme en passe de retrouver son niveau pré Covid-19

La fréquentation touristique profite pleinement de la réouverture des frontières. Au total, 86 700 touristes se sont rendus en Polynésie française au premier semestre 2022, soit plus que sur l'ensemble de 2021 (82 500) ou de 2020 (77 000). Au deuxième trimestre 2022, à peine 3 000 touristes de moins qu'au deuxième trimestre 2019 ont visité la Polynésie. Près de la moitié sont originaires d'Amérique du Nord et 45 % d'Europe (dont 80 % provenant de l'hexagone).

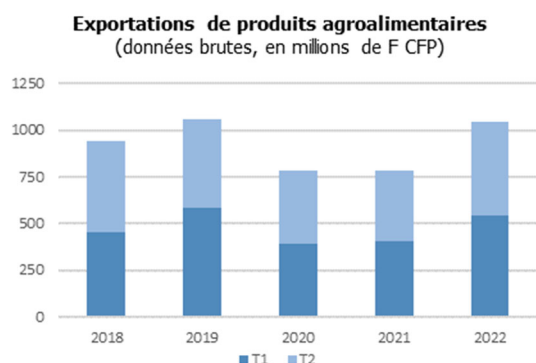
La reprise des rotations des paquebots basés en Polynésie française a permis d'accueillir près de 11 000 croisiéristes, niveau proche de celui du deuxième trimestre 2019.

L'hôtellerie polynésienne, de son côté, enregistre un coefficient moyen de remplissage de 73,8 % sur la période, plus du double de son niveau de 2021 (35,1 %) et même supérieur à celui d'avant la crise de la Covid-19 (72,7 % au deuxième trimestre 2019).

Satisfaits de leur activité au deuxième trimestre 2022, les professionnels du secteur prévoient qu'elle reste stable au cours du prochain trimestre et comptent stabiliser les embauches.



Secteur secondaire : des prix croissants



Selon les professionnels du secteur de l'industrie qui ont participé à l'enquête trimestrielle de l'IEOM, la hausse de leur activité et de leurs effectifs, observée au deuxième trimestre, devrait se poursuivre au trimestre à venir. Les filières agroalimentaires enregistrent une forte augmentation de leurs exports (+31,4 % en glissement annuel), dépassant leur niveau de 2019 de 4,9 %.

Pour les industriels, la gestion des stocks, jugés inférieurs à la normale, reste difficile. Ils indiquent revaloriser leurs prix de vente, ce qui devrait leur permettre de restaurer leur situation de trésorerie au prochain trimestre.

Les acteurs du BTP, pour leur part, estiment que leur courant d'affaires s'est maintenu au deuxième trimestre 2022. Ils reconnaissent unanimement avoir répercuté

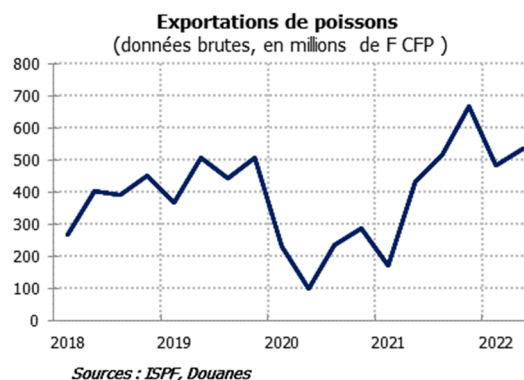
l'inflation sur leurs prix de vente, tendance qui devrait se prolonger au troisième trimestre. En effet, les prix à l'import par tonne pour le ciment ou le bitume ont crû de respectivement 62 % et 84 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022.

Hausse des recettes à l'export pour le secteur primaire

Les exploitants du secteur primaire ont constaté une activité plus importante au cours des trois derniers mois et s'attendent à ce qu'elle se stabilise au prochain trimestre. Comme pour les autres secteurs, la hausse générale des prix a été répercutée sur les prix de vente et ce schéma devrait se répéter au prochain trimestre selon les exploitants interrogés.

Dans le secteur de la perle, les montants à l'exportation atteignent 1,9 milliard de F CFP, soit +47,6 % en glissement annuel, pour des volumes en retrait de 31,5 %, traduisant une remontée de prix (677 F CFP/gramme en juin 2022 contre 314 F CFP en juin 2021), liée à l'amélioration des produits vendus.

Si les exportations de poissons restent plutôt stables en volume (365 tonnes en données brutes, soit -1 % en glissement annuel), les recettes s'inscrivent en progression de 23,7 % en glissement annuel (535 millions de F CFP contre 432 millions au deuxième trimestre 2021), en lien avec la hausse du cours du dollar US, devise de règlement du produit.



LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES S'ASSOMBRISSENT A NOUVEAU

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022. Ces prévisions ont été revues à la baisse de 0,4 point par rapport à celles publiées en avril 2022. Cette révision s'explique par une inflation plus importante qu'anticipée dans le monde, plus particulièrement aux États-Unis et en Europe, mais également par un net ralentissement de l'activité en Chine suite aux restrictions sanitaires mises en place et enfin par de nouvelles répercussions négatives liées à la guerre russe en Ukraine. En 2023, l'activité mondiale pourrait croître de 2,9 % selon le FMI, soit une révision à la baisse de 0,7 point par rapport aux précédentes prévisions d'avril.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,1 % au deuxième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après un repli de 0,4 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par un recul des investissements des entreprises et des dépenses publiques. Les achats de logement de la part des ménages sont également orientés à la baisse dans un contexte de hausse rapide des taux directeurs. Sur l'ensemble de l'année, le FMI anticipe désormais une croissance du PIB de 2,3 %, soit une révision à la baisse de 1,4 point par rapport aux estimations d'avril.

Dans la zone euro, l'activité a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre après une hausse de 0,5 %. L'activité économique a notamment retrouvé une dynamique positive dans le secteur du tourisme grâce à la levée des restrictions sanitaires. Le taux de chômage continue de reculer pour s'établir à 6,6 % à fin juin (contre 7,9 % un an plus tôt) tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation a atteint 8,6 % dans la zone à la même date. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 2,6 % sur l'ensemble de l'année 2022, soit une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'avril.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une contraction de 0,2 % au trimestre précédent. La consommation des ménages a rebondi (+0,3 % après -1,2 %), en particulier dans l'hébergement-restauration (+13,4 %). L'investissement des entreprises a quant à lui ralenti (+0,2 % après +0,4 %), tout comme les exportations (+0,9 % après +1,8 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 2,3 % sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, l'activité économique a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 2022 après une croissance nulle au premier trimestre. La consommation des ménages a retrouvé une dynamique positive (+1,2 %) grâce à la levée des restrictions sanitaires dans le pays. La chute du yen depuis le début de l'année déséquilibre toutefois la balance commerciale japonaise dont le solde est déficitaire depuis août 2021. Sur l'année 2022, le FMI anticipe une progression du PIB de 1,7 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,6 % en 2022. Fortement impactée par les restrictions strictes imposées dans plusieurs régions depuis le début de l'année, l'économie chinoise enregistrerait une croissance de 3,3 % selon le FMI, soit 1,1 point de moins que les prévisions d'avril. Dans le contexte de la crise en Ukraine, le PIB de la Russie pourrait quant à lui se contracter de 6,0 % sur l'année. À l'inverse, l'Inde verrait son activité progresser de 7,4 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 05 septembre 2022.

L'INFLATION N'ÉPARGNE PAS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

L'inflation poursuit sa dynamique de forte croissance pour atteindre des sommets dans de nombreux pays : le conflit entre l'Ukraine et la Russie pèse lourdement sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires. La succession de confinements en Chine a également fortement perturbé les circuits d'approvisionnement.

En **Australie**, la croissance du PIB est de 3,3 % en glissement annuel entre mars 2021 et mars 2022. Pour l'année 2022, le PIB devrait progresser de 4,2 % selon les prévisions du FMI (avril 2022). À noter que ces prévisions ont été revues à la baisse en juillet 2022 pour l'ensemble des pays développés, sans que le niveau ne soit précisé pour l'Australie. Les prix à la consommation augmentent de 6,1 % en glissement annuel au second trimestre 2022 du fait des hausses importantes des prix des logements neufs (+5,6 %) et du carburant (+4,2 %). L'inflation sous-jacente est à son niveau le plus élevé depuis le début de la série en 2003. La Reserve Bank of Australia a d'ailleurs relevé le 6 septembre son taux directeur de 0,50 % pour atteindre 2,35 %. Il s'agit de la cinquième hausse consécutive.

Le PIB **néo-zélandais** augmente de 5,1 % en glissement annuel entre mars 2021 et mars 2022. Les projections du FMI pour l'année 2022 étaient de 2,7 % en avril 2022 (prévisions également révisées à la baisse en juillet). La Nouvelle-Zélande subit comme les autres pays de fortes tensions inflationnistes : son IPC augmente de +7,2 % en glissement annuel au second trimestre 2022 (niveau sans précédent depuis juin 1990). Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand a poursuivi sa politique de fort resserrement monétaire en augmentant son taux directeur pour la septième fois consécutive : cette dernière hausse de 0,50 % du 17 août porte désormais le taux directeur à 3,00 %.

L'**Indonésie** voit la croissance de son économie accélérer au second trimestre 2022 à +5,4 % en glissement annuel (5 % au trimestre précédent). Productrice de premier plan de matières premières, telles que le charbon, le nickel ou l'huile de palme, elle a tiré parti de la hausse des cours mondiaux. La Bank of Indonesia a relevé ses taux directeurs de 0,25 % (à 3,75 %). Il s'agit de la première hausse depuis 2018 dans un contexte d'accroissement des pressions inflationnistes (+4,9 % en glissement annuel en juillet soit un plus haut de 7 ans et au-delà de la borne cible de la banque centrale comprise entre 2 et 4 %).

Au **Japon** l'inflation sous-jacente est en légère augmentation à 2,4 % en rythme annualisé en juillet, soit au-dessus de la cible des 2 % de la Bank of Japan et à un plus haut de 7 ans. C'est toutefois nettement inférieur aux valeurs enregistrées dans les autres économies du G10 (souvent comprises entre 8 et 10 %). Dans ce contexte, la Bank of Japan fait figure d'exception parmi les banques centrales des économies développées puisqu'elle prévoit de maintenir sa politique ultra accommodante.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Bank of Indonesia, BoJ.